

Resumen

La Comisión entiende que se ha visto afectado el derecho a la presunción de inocencia del cual goza toda persona en tanto no se haya proclamado legalmente su culpabilidad, previsto en el artículo 6.2 del Convenio. Y el TEDH cofirma tal infracción.

NORMATIVA ESTUDIADA

Conv. de 4 noviembre 1950. Convenio Europeo para la Protección Derechos Humanos y Libertades Fundamentales art.6.2 , art.50

CLASIFICACIÓN POR CONCEPTOS JURÍDICOS

INDEMNIZACIÓN POR VIOLACIONES DEL CONVENIO

EN GENERAL

DENEGACIÓN

PRESUNCIÓN DE INOCENCIA

FICHA TÉCNICA

Procedimiento:Procedimiento ante el TEDH

Legislación

Aplica art.6.2, art.50 de Conv. de 4 noviembre 1950. Convenio Europeo para la Protección Derechos Humanos y Libertades Fundamentales

Bibliografía

Citada en "Cambio jurisprudencial en la responsabilidad patrimonial por prisión provisional"

Sinópsis *Hechos - La demanda se dirige contra Austria. El señor Sekanina permaneció en prisión provisional durante un año acusado del asesinato de su mujer, así como por amenazar de muerte y agredir a un compañero de cárcel si hacía determinadas revelaciones sobre el parricidio. Sin embargo, celebrado el juicio, el señor Sekanina fue absuelto y puesto en libertad inmediatamente. De todas formas, en la resolución penal se le seguía considerando el principal sospechoso y se enumeraban las pruebas que respaldaban la presunción, todo ello al objeto de cumplir lo dispuesto en la Ley de Indemnizaciones en Materia Penal. Tras su absolución, el actor reclamó judicialmente una indemnización por los daños materiales sufridos a consecuencia de la medida preventiva. Los Tribunales austríacos denegaron su solicitud argumentando que el señor Sekanina continuaba siendo el principal sospechoso de haber cometido los delitos de los que fue acusado, ya había cobrado determinadas cantidades por el fallecimiento de su esposa y tenía problemas económicos que intentaba superar con el resultado de su demanda indemnizatoria.*

Sobre el art. 6,2 - La Comisión Europea de Derechos Humanos en su informe de fecha 20 de mayo de 1.992 entiende por dieciocho votos contra uno que en el caso concreto se ha visto afectado el derecho a la presunción de inocencia del cual goza toda persona en tanto no se haya proclamado legalmente su culpabilidad, previsto en el artículo 6.2 del Convenio.

El Tribunal Europeo de Derechos Humanos, también por unanimidad, confirma la opinión de la Comisión. En otros casos similares estudiados por el Tribunal, las demandas sobre indemnización se resolvieron antes de recaer una decisión definitiva sobre la cuestión penal, pero en el asunto Sekanina el auto firme absolutorio debe prevalecer sobre las sospechas de culpabilidad. Asimismo, desestima la alegación del Gobierno Austríaco sobre la independencia del tribunal que ha conocido la reclamación civil, pues si bien es cierto que su procedimiento es distinto del seguido por el juez penal, resolvió basándose en el expediente de éste y más concretamente en las sospechas de culpabilidad. Por lo tanto, existen razones fundadas para considerar que se ha infringido el artículo 6.2 del Convenio. Se desestima la indemnización de un millón de chelines solicitada por el actor al amparo del artículo 50 del Convenio, pues no se aprecia que los daños alegados tengan su origen en la medida de prisión. En cambio, se le asignan 110.000 chelines en concepto de costas y gastos.

VERSION OFICIAL EN FRANCÉS

SENTENCIA

En l'affaire Sekanina c. Autriche*,

La Cour européenne des Droits de l'Homme, constituée, conformément à l'article 43 (art. 43) de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales** ("la Convention") et aux clauses pertinentes de son règlement, en une chambre composée des juges dont le nom suit:

MM. R. Ryssdal, président, R. Bernhardt, F. Matscher, L.-E. Pettiti, B. Walsh, N. Valticos, R. Pekkanen, A.B. Baka, J. Makarczyk, ainsi que de MM. M.-A. Eissen, greffier, et H. Petzold, greffier adjoint,

Après en avoir délibéré en chambre du conseil les 26 février et 25 juin 1993,

Rend l'arrêt que voici, adopté à cette dernière date:

Notes du greffier

* L'affaire porte le n° 21/1992/366/440. Les deux premiers chiffres en indiquent le rang dans l'année d'introduction, les deux derniers la place sur la liste des saisines de la Cour depuis l'origine et sur celle des requêtes initiales (à la Commission) correspondantes.

** Tel que l'a modifié l'article 11 du Protocole n° 8 (P8-11), entré en vigueur le 1er janvier 1990.

PROCEDURE

1. L'affaire a été déférée à la Cour par la Commission européenne des Droits de l'Homme ("la Commission") le 10 juillet 1992, dans le délai de trois mois qu'ouvrent les articles 32 par. 1 et 47 (art. 32-1, art. 47) de la Convention. A son origine se trouve une requête (n° 13126/87) dirigée contre la République d'Autriche et dont un ressortissant de cet Etat, M. Karl Sekanina, avait saisi la Commission le 21 avril 1987 en vertu de l'article 25 (art. 25).

La demande de la Commission renvoie aux articles 44 et 48 (art. 44, art. 48) ainsi qu'à la déclaration autrichienne reconnaissant la juridiction obligatoire de la Cour (article 46) (art. 46). Elle a pour objet d'obtenir une décision sur le point de savoir si les faits de la cause révèlent un manquement de l'Etat défendeur aux exigences de l'article 6 par. 2 (art. 6-2).

2. En réponse à l'invitation prévue à l'article 33 par. 3 d) du règlement, le requérant a exprimé le désir de participer à l'instance et a désigné son conseil (article 30), que le président a autorisé à employer l'allemand (article 27 par. 3).

3. La chambre à constituer comprenait de plein droit M. F. Matscher, juge élu de nationalité autrichienne (article 43 de la Convention) (art. 43), et M. R. Ryssdal, président de la Cour (article 21 par. 3 b) du règlement). Le 26 septembre 1992, celui-ci a tiré au sort le nom des sept autres membres, à savoir MM. R. Bernhardt, L.-E. Pettiti, B. Walsh, N. Valticos, R. Pekkanen, A.B. Baka et J. Makarczyk, en présence du greffier (articles 43 in fine de la Convention et 21 par. 4 du règlement) (art. 43).

4. Ayant assumé la présidence de la chambre (article 21 par. 5 du règlement), M. Ryssdal a consulté par l'intermédiaire du greffier l'agent du gouvernement autrichien ("le Gouvernement"), le délégué de la Commission et l'avocat de l'intéressé au sujet de l'organisation de la procédure (articles 37 par. 1 et 38). Conformément à l'ordonnance rendue en conséquence, le greffier a reçu le 16 décembre le mémoire du Gouvernement et les prétentions du requérant au titre de l'article 50 (art. 50) de la Convention.

Le 2 février 1993, la Commission a fourni divers documents demandés par le greffier sur les instructions du président.

5. Ainsi qu'en avait décidé celui-ci, les débats se sont déroulés en public le 24 février 1993, au Palais des Droits de l'Homme à Strasbourg. La Cour avait tenu auparavant une réunion préparatoire.

Ont comparu:

- pour le Gouvernement

MM. F. Cede, ambassadeur, conseiller juridique au ministère des Affaires étrangères, agent, S. Rosenmayr, chancellerie fédérale, Mme I. Gartner, ministère fédéral de la Justice, conseillers;

- pour la Commission

M. A. Weitzel, délégué;

- pour le requérant

Me W. Moringier, avocat, conseil.

La Cour les a entendus en leurs déclarations, ainsi qu'en leurs réponses à ses questions.

EN FAIT

I. Les circonstances de l'espèce

6. Ressortissant autrichien, M. Karl Sekanina réside à Vienne.

Le 1er août 1985, la police l'arrêta car elle le suspectait d'avoir assassiné son épouse, tombée le 4 juillet 1985 d'une fenêtre de leur domicile conjugal, au cinquième étage d'un immeuble sis à Linz.

A. La détention provisoire

7. Le lendemain, il fut interrogé puis placé en détention provisoire. Il y demeura jusqu'au 30 juillet 1986, à la suite de plusieurs prolongations. La cour d'appel (Oberlandesgericht) de Linz prononça la dernière d'entre elles le 30 avril 1986; elle autorisa une incarcération d'une année au total, en vertu de l'article 193 paras. 3 et 4 du code de procédure pénale. Outre l'assassinat de son épouse, on reprochait à l'intéressé d'avoir menacé un codétenu à propos de certains aveux relatifs au premier chef d'accusation. Les juridictions autrichiennes se fondèrent sur divers indices et témoignages.

B. Le jugement

8. Le 30 juillet 1986, une cour d'assises (Geschworenengericht) près le tribunal régional (Landesgericht) de Linz acquitta le requérant des deux charges pesant sur lui; les jurés rejetèrent la première par sept voix contre une et la deuxième à l'unanimité.

Le dispositif et les motifs de l'arrêt se lisaient ainsi:

"En vertu de l'article 259 par. 3 du code de procédure pénale, Karl Leopold Sekanina est acquitté des accusations portées contre lui, à savoir:

1) le 4 juillet 1985, il aurait tué intentionnellement son épouse, Maria Sekanina, en lui donnant, au moyen d'un seau en plastique, un coup qui l'aurait fait passer par la fenêtre ouverte de leur appartement au cinquième étage, entraînant pour elle des blessures mortelles à l'issue d'une chute de 16 m 5 environ;

2) au début du mois d'août 1985, il aurait contraint Egon Werger, en le menaçant de mort - une fois dehors, aurait-il déclaré, il ne manquerait pas de dénicher et descendre ses codétenus s'ils le "balançaient" -, à ne pas révéler ce qu'il avait dit dans leur cellule au sujet du déroulement des faits du 4 juillet 1985.

(...)

MOTIFS

L'acquiescement se fonde sur le verdict du jury."

9. Quant au premier chef d'accusation, le compte rendu (Niederschrift) de la délibération énonçait ce qui suit:

"Aucune preuve concluante ne permet de condamner M. Sekanina pour assassinat. D'après l'expertise médicale du professeur Kaiser, Mme Sekanina aurait pu encore traiter son époux d'assassin. Les déclarations de certains témoins ne nous paraissent pas crédibles."

Au sujet du second, les jurés relevaient que les trois autres codétenus des intéressés affirmaient ne pas avoir entendu de graves menaces de mort.

En conséquence, le requérant recouvra aussitôt la liberté. Le parquet ne se pourvut pas contre l'arrêt.

C. La demande de remboursement de frais et d'indemnité pour la détention subie

10. Le lendemain, le requérant sollicita une participation de l'Etat aux frais nécessaires exposés pour sa défense, en vertu de l'article 393a du code de procédure pénale (paragraphe 15 ci-dessous), ainsi qu'un dédommagement pour le préjudice matériel causé par son maintien en détention.

Le 4 novembre 1986, le parquet jugea excessive la somme réclamée au titre des frais. Il combattit aussi la seconde demande, estimant non remplies les conditions définies à l'article 2 par. 1 b) de la loi de 1969 sur l'indemnisation en matière pénale (Strafrechtliches Entschädigungsgesetz, "loi de 1969" - paragraphe 16 ci-dessous).

11. Le tribunal régional de Linz rendit deux décisions distinctes.

Le 12 décembre 1986, il octroya à M. Sekanina 22 546 schillings 50 pour les frais nécessaires à sa défense. Le 15 janvier 1987, la cour de Linz rejeta l'appel introduit par l'intéressé pour contester ce montant.

12. Par contre, le tribunal avait refusé le 10 décembre d'allouer le dédommagement sollicité, pour les raisons ci-après:

"L'article 2 par. 1 b) de la loi [de 1969] subordonne à une condition le droit à indemnité: la dissipation des soupçons qui pesaient sur le demandeur pendant la procédure pénale. Il n'en va ainsi que si tous les indices jouant contre la personne arrêtée ont été réfutés, en sorte qu'ils ont cessé de plaider pour la culpabilité de la personne soupçonnée.

Or en l'espèce, eu égard à l'ensemble des éléments à charge, les soupçons n'ont pu être entièrement dissipés. Il subsiste d'importants éléments de suspicion, notamment les nombreuses menaces proférées de manière répétée par M. Sekanina, ses voies de fait et ses manifestations d'agressivité, la satisfaction visible que lui a inspirée la mort de son épouse, la manière dont il a décrit les faits à un codétenu, la diversité des versions de l'accident, la forte pression financière à laquelle il se trouvait soumis, l'échec de ses efforts pour obtenir l'autorité parentale sur ses deux enfants et l'agressivité progressivement accumulée de ce chef, ainsi que l'espoir de toucher une assurance-vie au décès de son épouse. De surcroît, le décompte des voix des jurés révèle que l'acquiescement n'a été acquis qu'au bénéfice du doute."

13. La cour d'appel de Linz confirma cette décision le 25 février 1987. Elle rejeta la thèse selon laquelle l'article 2 par. 1 b) de la loi de 1969 (paragraphe 16 ci-dessous) violait la Constitution et l'article 6 par. 2 (art. 6-2) de la Convention en exigeant, outre l'acquiescement, l'absence de toute suspicion. D'après elle, la présomption d'innocence devait être respectée dans la procédure antérieure au jugement, mais ne conférait pas à tout détenu le droit à une indemnité en cas d'acquiescement. La disposition contestée concernerait non pas la culpabilité, mais la persistance de soupçons. Qu'un tribunal ait constaté celle-ci ne méconnaîtrait pas la présomption d'innocence. La cour d'appel ajoutait:

"Le recours n'est pas davantage justifié quant au fond. Contrairement à ce que prétend son auteur, on ne saurait déduire du seul décompte des voix du jury (...) qu'un verdict aussi clair signifie dissipation des soupçons. Pour savoir si des soupçons persistent ou non, le procès-verbal des délibérations du jury pourrait offrir une plus grande utilité. Or son contenu (...) donne plutôt à penser que tout soupçon n'avait pas disparu de l'esprit des jurés. Toutefois, comme le collège appelé à statuer en vertu de la loi [de 1969] n'est pas, quant à la présence de soupçons, lié par le verdict (d'acquiescement) rendu au principal, ledit procès-verbal (...) ne revêt pas non plus une importance décisive.

On ne peut guère contester qu'après l'enquête de police, mais aussi après l'instruction préparatoire, de graves soupçons pesaient sur l'appelant. Ainsi, la cour d'appel de Linz déclara encore, dans sa décision du 30 avril 1986, (...) que la détention provisoire de M. Sekanina pouvait durer jusqu'à un an, confirmant de la sorte la gravité des soupçons. Dans la décision attaquée, la juridiction de première instance a conclu à la persistance des soupçons en invoquant notamment, à bon droit, les nombreuses menaces proférées de manière répétée par M. Sekanina, ses voies de fait, la satisfaction visible que lui inspira la mort de son épouse, la manière dont il décrivit les faits à un codétenu, la diversité des versions de l'accident, l'importante pression financière à laquelle il se trouvait soumis, l'échec de ses efforts pour obtenir l'autorité parentale sur ses deux enfants et son espoir de toucher une assurance-vie au décès de sa femme. Au sujet de la diversité des versions de l'accident données par lui à des tiers, la cour renvoie spécialement aux dépositions des témoins Gundula Sekanina (pages 45, 50 et 51 du compte rendu) et Johanna et Kurt Schöllnberger (pages 105, 106, 117 et 119) lors des audiences du

28 au 30 juillet 1986. A son collègue Siegfried Wurzinger, l'appelant déclara qu'au moment de la chute il se tenait dans une autre pièce (Wurzinger, pages 126, 127); au contraire, Brigitte Grاسبöck a constaté que pendant la chute, l'intéressé - portant une veste de couleur claire et dont elle voyait tout le buste - se trouvait déjà à la fenêtre, les bras tendus vers l'extérieur, en train de déverser l'eau d'un seau; elle croyait se souvenir qu'au moment où il descendit auprès de sa femme, il portait une veste de couleur bleue (Grاسبöck, pages 65 et 66 du compte rendu). Lors de son interrogatoire (enregistré par écrit) par la direction de la police fédérale de Linz le 2 août 1985 (page 214, volume 1), il déclara que, peu avant de tomber, sa femme s'était querellée avec lui. D'après le témoignage d'Egon Werger, l'appelant lui avait révélé "qu'au milieu de la dispute, dans un accès de colère, il s'était précipité sur sa femme" (pages 166 et 167 du compte rendu d'audience). Plusieurs témoins l'ont dépeint comme un être coléreux et brutal (pages 44 et 82 du compte rendu). Il aurait plusieurs fois proféré des menaces de mort contre son épouse, en dernier lieu une semaine environ avant sa mort (pages 113 et 572, volume 1, page 216, volume 2, et pages 58, 75, 76, 102, 115, 142 et 143 du compte rendu des audiences). Il échet enfin de signaler que le 3 juillet 1985, donc la veille du décès de son épouse, l'appelant réclama à son tailleur un costume de couleur sombre commandé en 1983, au motif qu'il en avait à présent besoin."

La cour d'appel concluait:

"Si l'on considère dans leur ensemble les circonstances énumérées ci-dessus, et pour l'essentiel non réfutées lors du procès, les jurés ont estimé les soupçons insuffisants pour justifier un verdict de culpabilité, mais on ne saurait parler d'une dissipation de ceux-ci."

II. Le droit interne applicable

A. Jugement d'acquiescement

14. Aux termes de l'article 259 du code de procédure pénale,

"La Cour rend un arrêt d'acquiescement:

1. (...) 2. (...) 3. si elle constate que l'acte motivant la poursuite n'est pas réprimé par la loi, que l'infraction n'est pas constituée, qu'il n'est pas prouvé que l'intéressé a commis l'acte dont on l'accuse, qu'il y a des circonstances qui en suppriment le caractère délictueux ou que la poursuite se trouve exclue pour des motifs autres que ceux mentionnés aux paragraphes 1 et 2."

B. Remboursement des frais de procédure

15. Selon l'article 393a du même code

"(1) Si une personne poursuivie au pénal, autrement que sur la seule base d'une citation directe par un particulier ou de l'action d'une partie civile (article 48), est acquittée (...), l'Etat lui verse, à sa demande, une contribution à ses frais de défense. Celle-ci couvre les dépens nécessairement et réellement exposés par l'intéressé; sauf dans le cas de l'article 41 par. 2, elle comporte aussi une participation forfaitaire aux frais de son défenseur (...)

(2) (...)

(3) Il n'y a pas lieu à indemnité si l'accusé a volontairement fait naître le soupçon à l'origine des poursuites, ou en cas d'arrêt de celles-ci au seul motif que l'intéressé a agi en état d'irresponsabilité ou que l'autorisation de poursuivre a été retirée pendant les débats."

C. Indemnité au titre de la détention provisoire

16. Le droit d'un accusé acquitté à une réparation au titre de la détention provisoire qu'il a subie se trouve régi par l'article 2 par. 1 b) de la loi de 1969, ainsi libellé:

"(1) A droit à une indemnité:

a) (...)

b) la victime qui, mise en garde à vue ou en détention provisoire par une juridiction nationale (...), parce que soupçonnée d'une infraction passible de poursuites en Autriche, a été ultérieurement acquittée de ce chef d'inculpation ou autrement mise hors de cause, si les soupçons pesant sur elle ont été dissipés ou si la poursuite se trouve exclue pour d'autres raisons qui existaient déjà à l'époque de l'arrestation;

(...)"

PROCEDURE DEVANT LA COMMISSION

17. M. Sekanina a saisi la Commission le 21 avril 1987. Il se plaignait d'une atteinte à la présomption d'innocence, garantie à l'article 6 par. 2 (art. 6-2): en rejetant sa demande d'indemnité pour détention abusive, les juridictions autrichiennes auraient estimé, malgré son acquiescement, que des soupçons pesaient encore sur lui.

18. La Commission a retenu la requête (n° 13126/87) le 3 septembre 1991. Dans son rapport du 20 mai 1992 (article 31) (art. 31), elle conclut, par dix-huit voix contre une, à la violation de l'article 6 par. 2 (art. 6-2). Le texte intégral de son avis, et de l'opinion dissidente dont il s'accompagne, figure en annexe au présent arrêt*.

* Note du greffier: pour des raisons d'ordre pratique il n'y figurera que dans l'édition imprimée (volume 266-A de la série A des publications de la Cour), mais on peut se le procurer auprès du greffe.

EN DROIT

I. SUR LA VIOLATION ALLEGUEE DE L'ARTICLE 6 PAR. 2 (art. 6-2)

19. Selon le requérant, les juridictions autrichiennes, en refusant de le dédommager de la détention provisoire subie, ont méconnu la présomption d'innocence que consacre l'article 6 par. 2 (art. 6-2), ainsi libellé:

"Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie."

Le Gouvernement combat cette thèse, tandis que la Commission y souscrit.

A. Sur l'applicabilité de l'article 6 par. 2 (art. 6-2)

20. En ordre principal, le Gouvernement conteste l'applicabilité du texte précité. La demande d'indemnité de l'intéressé se situait après la clôture définitive des poursuites par un arrêt portant sur le fond; il n'en allait pas de même dans les causes dont la Cour a connu par le passé en la matière. *Relaxé, M. Sekanina* n'avait plus la qualité de "personne accusée" au sens de l'article 6 par. 2 (art. 6-2). En outre, la décision relative à ladite demande ne constituait pas un corollaire ni un complément obligé de l'acquiescement car elle résultait d'une procédure distincte, engagée devant une autorité différente: le tribunal régional de Linz.

21. La Commission au contraire, renvoyant à l'opinion exprimée par elle dans une affaire antérieure (décision du 6 octobre 1982, requête n° 9295/81, X c. Autriche, Décisions et rapports 30, p. 227), estime que la présomption d'innocence ne s'impose pas uniquement au juge pénal statuant sur le bien-fondé d'une accusation, mais aussi aux autres autorités.

22. La tâche de la Cour ne consiste pas à se prononcer sur une question aussi générale, mais seulement à déterminer si la solution adoptée en l'espèce a pu toucher au droit que l'article 6 par. 2 (art. 6-2) garantit au requérant.

Assurément, le tribunal régional de Linz rendit sa décision négative du 10 décembre 1986 plusieurs mois après l'arrêt d'acquiescement du 30 juillet 1986 (paragraphe 8 et 12 ci-dessus). De l'avis de la Cour, la législation et la pratique autrichiennes lient pourtant à tel point les deux questions - responsabilité pénale de l'accusé et droit à indemnité - que l'on peut considérer la décision sur la seconde comme un corollaire et, dans une certaine mesure, un complément de celle qui a tranché la première (voir, mutatis mutandis, l'arrêt *Englert c. Allemagne* du 25 août 1987, série A n° 123-B, p. 54, par. 35). En outre, comme dans plusieurs autres législations européennes qui admettent, en cas d'acquiescement, un tel droit au titre de la détention provisoire subie, a en principe compétence en la matière le tribunal pénal ayant connu du fond, en l'occurrence le Landesgericht de Linz, quoique siégeant dans une composition différente (paragraphe 8, 11 et 12 ci-dessus).

Enfin, les juridictions autrichiennes s'appuyèrent abondamment sur les pièces du dossier de la cour d'assises pour justifier le rejet des prétentions de l'intéressé (paragraphe 12-13 ci-dessus); cela montre qu'il existait bien pour elles un lien entre les deux procédures.

Le requérant peut donc invoquer l'article 6 par. 2 (art. 6-2) à l'encontre des décisions litigieuses.

B. Sur l'observation de l'article 6 par. 2 (art. 6-2)

23. M. Sekanina reproche aux juridictions autrichiennes de l'avoir débouté de sa demande en réparation pour la raison que son acquiescement n'avait pas dissipé les soupçons pesant sur lui.

24. Le Gouvernement s'appuie sur la jurisprudence de la Cour en la matière (voir notamment l'arrêt *Adolf c. Autriche* du 26 mars 1982, série A n° 49, l'arrêt *Minelli c. Suisse* du 25 mars 1983, série A n° 62, et les arrêts *Lutz, Englert et Nölkenbockhoff c. Allemagne* du 25 août 1987, série A n° 123). Il en ressortirait que des déclarations se concilient avec la présomption d'innocence si elles relèvent la persistance d'un état de suspicion, mais non si elles reflètent l'opinion que la personne concernée est coupable. Or les motifs des décisions incriminées se rangeraient dans la première catégorie plutôt que dans la seconde.

25. La Cour souligne d'abord, avec la Commission et le Gouvernement, que l'article 6 par. 2 (art. 6-2) ne reconnaît pas à "l'accusé" le droit à un dédommagement pour une détention provisoire conforme aux exigences de l'article 5 (art. 5) (arrêt *Englert* précité, série A n° 123-B, p. 54, par. 36) et que le requérant ne conteste pas la régularité de la sienne.

Elle note qu'il règne aujourd'hui encore une grande diversité entre les législations européennes prévoyant pareil dédommagement en cas d'acquiescement du détenu. La plupart d'entre elles subordonnent l'octroi d'une éventuelle indemnité à un certain comportement de l'intéressé avant ou pendant le procès, ou le laissent à la libre appréciation du juge.

En outre, malgré certaines similitudes, la situation observée en l'espèce n'est pas comparable à celle que régit l'article 3 du Protocole n° 7 (P7-3), lequel vaut uniquement pour une personne ayant subi une peine en raison d'une condamnation imputable à une erreur judiciaire.

26. Il est vrai que d'après les arrêts *Lutz, Englert et Nölkenbockhoff c. Allemagne*, mentionnés par le Gouvernement (paragraphe 24 ci-dessus), "une décision refusant à un 'accusé', après l'arrêt des poursuites, (...) une réparation pour détention provisoire, peut soulever un problème sous l'angle de l'article 6 par. 2 (art. 6-2) si des motifs indissociables du dispositif (...) équivalent en substance à un constat de culpabilité sans établissement légal préalable de celle-ci (...)" (arrêts *Englert et Nölkenbockhoff* précités, pp. 54-55, par. 37, et p. 79, par. 37 - voir aussi l'arrêt *Lutz* précité, p. 25, par. 60). Or M. Sekanina se plaint notamment de la motivation des décisions litigieuses.

27. Toutefois, la Cour se trouve placée en l'occurrence devant un cas de figure différent de ceux qu'elle a déjà rencontrés.

Tout d'abord, l'affaire *Lutz* ne concernait pas l'allocation éventuelle d'une indemnité pour détention provisoire. Seules les affaires *Englert et Nölkenbockhoff* avaient trait à cette question.

M. Englert avait été condamné en première instance à quinze mois d'emprisonnement pour extorsion de fonds qualifiée, mais la Cour fédérale de Justice cassa le jugement et renvoya l'affaire au tribunal régional. Celui-ci prononça la clôture des poursuites, au motif que la peine à laquelle le requérant pouvait s'attendre était insignifiante en regard de celle qu'il purgeait à l'époque au titre d'une autre condamnation. Il lui imputa ses frais et dépens nécessaires et lui refusa une indemnité au titre de la détention provisoire (de dix-neuf mois et deux semaines) subie, car les circonstances invalidant la présomption d'innocence prédominaient au point de rendre une condamnation nettement plus probable qu'un acquiescement (arrêt *Englert* précité, pp. 44-47, paras. 11, 13-14 et 17).

Pour sa part, M. Nölkenbockhoff avait été condamné en première instance à huit ans d'emprisonnement pour abus de confiance, banqueroute et escroquerie, mais il mourut alors que son pourvoi en cassation demeurait pendant devant la Cour fédérale de Justice. Sa veuve demanda la mise à la charge du Trésor de ses frais et dépens nécessaires, ainsi que l'octroi d'une réparation pour la détention provisoire (de plus de trois ans) subie par son mari, mais le tribunal régional d'Essen la débouta; selon lui, pareil rejet s'imposait lorsque "abstraction

faite de l'obstacle de procédure [résultant du décès de l'accusé], on pouvait escompter presque à coup sûr la condamnation, ou le maintien de la condamnation, de l'intéressé" (arrêt Nölkenbockhoff précité, pp. 69-70, paras. 14-15 et 17).

Tout en estimant ambigu et peu satisfaisants les termes employés par les juridictions allemandes, la Cour considéra que leurs décisions décrivaient un "état de suspicion" et ne renfermaient pas un constat de culpabilité (arrêts Englert et Nölkenbockhoff précités, p. 55, par. 39, et pp. 80-81, par. 39).

28. Il ressort de ce rappel que dans les affaires Englert et Nölkenbockhoff, les procédures avaient pris fin avant toute décision définitive sur le fond: condamnés en première instance, les intéressés avaient attaqué les jugements des tribunaux compétents mais leurs recours étaient encore sous examen au moment de la clôture des poursuites.

Il n'en allait pas de même en l'occurrence: la cour d'assises près le tribunal régional de Linz acquitta M. Sekanina le 30 juillet 1986. Son arrêt devint définitif (paragraphe 8-9 ci-dessus).

29. En dépit de cette décision, le tribunal régional de Linz repoussa, le 10 décembre 1986, la demande d'indemnité du requérant, en application de l'article 2 par. 1 b) de la loi de 1969 (paragraphe 12 et 16 ci-dessus). Selon lui, il subsistait de sérieuses charges propres à étayer l'état de suspicion dans lequel se trouvait M. Sekanina; il les énumérait en s'appuyant sur le dossier de la cour d'assises. Les indices dont il s'agit pouvaient, d'après lui, continuer à plaider pour la culpabilité du suspect. Du compte rendu des délibérations du jury, le tribunal déduisait que l'intéressé avait été acquitté au simple bénéfice du doute (paragraphe 12 ci-dessus).

La cour d'appel de Linz alla plus loin dans les motifs de son arrêt du 25 février 1987. Elle estima conforme à la Constitution autrichienne, ainsi qu'à l'article 6 par. 2 (art. 6-2) de la Convention, l'article 2 par. 1 b) de la loi de 1969, qui réserve l'octroi d'une indemnité aux personnes non seulement acquittées, mais aussi lavées de tout soupçon; à cet égard, elle ne se considérait pas comme liée par le verdict d'acquiescement de la cour d'assises. En revanche, elle se référait à sa propre décision du 30 avril 1986 autorisant une détention provisoire d'un an (paragraphe 7 ci-dessus); elle y voyait la confirmation de la gravité des soupçons pesant sur le requérant. Après avoir dressé une longue liste des éléments, d'après elle non réfutés pendant le procès, qui militaient contre M. Sekanina, et après avoir examiné avec soin les déclarations des divers témoins, elle concluait: "Les jurés ont estimé les soupçons insuffisants pour justifier un verdict de culpabilité, mais on ne saurait parler d'une dissipation de ceux-ci" (paragraphe 13 ci-dessus).

30. De telles affirmations - non corroborées par l'arrêt d'acquiescement, ni par le compte rendu des délibérations du jury - laissaient planer un doute tant sur l'innocence du requérant que sur le bien-fondé de la décision de la cour d'assises. Malgré l'existence d'un arrêt définitif d'acquiescement, les juridictions saisies de la demande d'indemnité se livrèrent à une appréciation de la culpabilité de M. Sekanina sur la base d'éléments du dossier de la cour d'assises. L'expression de soupçons sur l'innocence d'un accusé se conçoit tant que la clôture des poursuites pénales n'emporte pas décision sur le bien-fondé de l'accusation, mais on ne saurait s'appuyer à bon droit sur de tels soupçons après un acquiescement devenu définitif. Par conséquent, le raisonnement du tribunal régional et de la cour d'appel de Linz se révèle incompatible avec le respect de la présomption d'innocence.

31. Partant, il y a eu violation de l'article 6 par. 2 (art. 6-2).

II. SUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 50 (art. 50)

32. Aux termes de l'article 50 (art. 50),

"Si la décision de la Cour déclare qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité d'une Partie Contractante se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec des obligations découlant de la (...) Convention, et si le droit interne de ladite Partie ne permet qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, la décision de la Cour accorde, s'il y a lieu, à la partie lésée une satisfaction équitable."

A. Dommage

33. M. Sekanina revendique d'abord 663 102 schillings (S) 35 pour manque à gagner, 189 457 S 80 pour la perte d'une indemnité de licenciement et 82 887 S pour la réduction de ses droits de pension, tous dommages découlant de sa détention. A l'audience du 24 février 1993, son conseil a mentionné aussi la perte d'autres chances, laquelle résulterait de la violation de l'article 6 par. 2 (art. 6-2).

34. Le Gouvernement conteste au requérant tout droit à une indemnité au titre de la détention provisoire subie, car une telle obligation ne se dégagerait pas de la jurisprudence des organes de la Convention (paragraphe 25 ci-dessus). Du reste, l'intéressé n'aurait fourni aucune preuve à l'appui.

35. Le manquement relevé par la Cour ne concerne pas la légalité de la détention provisoire; il n'existe donc pas de lien de causalité direct entre lui et le préjudice allégué, de sorte qu'il échet de rejeter les demandes dont il s'agit.

B. Frais et dépens

36. Pour ses frais et dépens devant les juridictions autrichiennes et les organes de la Convention, l'intéressé réclame au total 121 908 S 80.

Le Gouvernement discute certains postes relatifs à la procédure interne et critique les barèmes appliqués à la procédure européenne.

37. La Cour, statuant en équité, alloue à M. Sekanina 110 000 schillings.

PAR CES MOTIFS, LA COUR, A L'UNANIMITE,

1. Dit que l'article 6 par. 2 (art. 6-2) s'applique en l'espèce et a été violé;
2. Dit que l'Etat défendeur doit verser au requérant, dans les trois mois, 110 000 (cent dix mille) schillings pour frais et dépens;
3. Rejette la demande de satisfaction équitable pour le surplus.

Fait en français et en anglais, puis prononcé en audience publique au Palais des Droits de l'Homme, à Strasbourg, le 25 août 1993.

Signé: Rolv RYSSDAL Président

Signé: Marc-André EISSEN Greffier

Au présent arrêt se trouve joint, conformément aux articles 51 par. 2 (art. 51-2) de la Convention et 53 par. 2 du règlement, l'exposé de l'opinion concordante de M. Matscher.

Paraphé: R.R.

Paraphé: M.-A.E

OPINION CONCORDANTE DE M. LE JUGE MATSCHER

Je souscris au résultat - constatation d'une violation de la présomption d'innocence par les décisions incriminées du tribunal régional et de la cour d'appel de Linz.

Néanmoins je tiens à souligner que les conditions d'un verdict d'acquiescement et celles prévues pour l'octroi d'une indemnisation au sens de l'article 2 par. 1 b) de la loi de 1969 ne sont pas identiques. En particulier, un verdict d'acquiescement peut englober des hypothèses très variées: l'acte incriminé ne constitue pas un délit au sens du droit pénal, l'inculpé a commis l'acte en soi punissable dans un état d'irresponsabilité, le tribunal est convaincu de l'innocence de l'inculpé, insuffisance de preuves pour conclure à une condamnation (voir l'article 259 par. 3 du code de procédure pénale).

Dans la présente affaire, il est évident que le verdict d'acquiescement se basait sur la dernière des hypothèses citées auparavant. Dans ce sens, il me paraît problématique d'affirmer (paragraphe 30 de l'arrêt) que le constat de la subsistance de soupçons dans une décision ultérieure relative à une procédure d'indemnisation laisserait planer un doute sur le bien-fondé de la décision de la cour d'assises.

Si je conclus néanmoins à une violation de la Convention, c'est à cause de certains attendus des décisions incriminées qui vont au-delà de ce que la motivation d'une décision de rejet d'une demande d'indemnisation exige au sens de l'article 2 par. 1 b) de la loi de 1969, tout en admettant que - vu la formulation de la disposition en cause - une telle motivation demande au juge de se livrer à des actes d'équilibrisme entre une motivation vide et le danger d'empiéter sur la présomption d'innocence.

Une réforme du texte de l'article 2 par. 1 b) de la loi de 1969 serait donc recommandable.

VERSION OFICIAL EN INGLÉS

SENTENCIA

In the case of *Sekanina v. Austria**,

The European Court of Human Rights, sitting, in accordance with Article 43 (art. 43) of the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms ("the Convention")** and the relevant provisions of the Rules of Court, as a Chamber composed of the following judges:

Mr R. Ryssdal, President, Mr R. Bernhardt, Mr F. Matscher, Mr L.-E. Pettiti, Mr B. Walsh, Mr N. Valticos, Mr R. Pekkanen, Mr A.B. Baka, Mr J. Makarczyk,

and also of Mr M.-A. Eissen, Registrar, and Mr H. Petzold, Deputy Registrar,

Having deliberated in private on 26 February and 25 June 1993,

Delivers the following judgment, which was adopted on the last-mentioned date:

Notes by the Registrar

* The case is numbered 21/1992/366/440. The first number is the case's position on the list of cases referred to the Court in the relevant year (second number). The last two numbers indicate the case's position on the list of cases referred to the Court since its creation and on the list of the corresponding originating applications to the Commission.

** As amended by Article 11 of Protocol No. 8 (P8-11), which came into force on 1 January 1990.

PROCEDURE

1. The case was referred to the Court by the European Commission of Human Rights ("the Commission") on 10 July 1992, within the three-month period laid down by Article 32 para. 1 and Article 47 (art. 32-1, art. 47) of the Convention. It originated in an application (no. 13126/87) against the Republic of Austria lodged with the Commission under Article 25 (art. 25) by an Austrian national, Mr Karl Sekanina, on 21 April 1987.

The Commission's request referred to Articles 44 and 48 (art. 44, art. 48) and to the declaration whereby Austria recognised the compulsory jurisdiction of the Court (Article 46) (art. 46). The object of the request was to obtain a decision as to whether the facts of the case disclosed a breach by the respondent State of its obligations under Article 6 para. 2 (art. 6-2).

2. In response to the enquiry made in accordance with Rule 33 para. 3 (d) of the Rules of Court, the applicant stated that he wished to take part in the proceedings and designated his lawyer (Rule 30), who was given leave by the President to use the German language (Rule 27 para. 3).

3. The Chamber to be constituted included ex officio Mr F. Matscher, the elected judge of Austrian nationality (Article 43 of the Convention) (art. 43), and Mr R. Ryssdal, the President of the Court (Rule 21 para. 3 (b)). On 26 September 1992, in the presence of the Registrar, the President drew by lot the names of the other seven members, namely Mr R. Bernhardt, Mr L.-E. Pettiti, Mr B. Walsh, Mr N. Valticos, Mr R. Pekkanen, Mr A.B. Baka and Mr J. Makarczyk (Article 43 in fine of the Convention and Rule 21 para. 4) (art. 43).

4. Mr Ryssdal assumed the office of President of the Chamber (Rule 21 para. 5) and, through the Registrar, consulted the Agent of the Austrian Government ("the Government"), the Delegate of the Commission and the applicant's lawyer on the organisation of the proceedings (Rules 37 para. 1 and 38). Pursuant to the order made in consequence, the Registrar received the Government's memorial and the applicant's claims under Article 50 (art. 50) of the Convention on 16 December.

On 2 February 1993 the Commission produced various documents, as requested by the Registrar on the President's instructions.

5. In accordance with the President's decision, the hearing took place in public in the Human Rights Building, Strasbourg, on 24 February 1993. The Court had held a preparatory meeting beforehand.

There appeared before the Court:

(a) for the Government

Mr F. Cede, Ambassador, Legal Adviser, Ministry of Foreign Affairs, Agent, Mr S. Rosenmayr, Federal Chancellery, Mrs I. Gartner, Federal Ministry of Justice, Counsel;

(b) for the Commission

Mr A. Weitzel, Delegate;

(c) for the applicant

Mr W. Moring, Rechtsanwalt, Counsel.

The Court heard addresses by the above-mentioned representatives, and also their replies to its questions.

AS TO THE FACTS

I. The particular circumstances of the case

6. Mr Karl Sekanina is an Austrian national and lives in Vienna.

On 1 August 1985 he was arrested by the police on suspicion of having murdered his wife. Mrs Sekanina had fallen from a window of their matrimonial home, on the fifth floor of a building in Linz, on 4 July 1985.

A. The detention on remand

7. The day after his arrest he was questioned and remanded in custody. He remained in custody until 30 July 1986, his detention being extended on several occasions. The Linz Court of Appeal (Oberlandesgericht) ordered the last such extension on 30 April 1986; it ruled, pursuant to Article 193 paras. 3 and 4 of the Code of Criminal Procedure, that the applicant could be kept in detention until he had been in custody for a total of one year. In addition to the murder of his wife, the applicant was accused of having threatened a fellow detainee in connection with certain admissions relating to the murder charge. The decisions of the Austrian courts were based on various items of evidence and testimony.

B. The trial

8. On 30 July 1986 an assize court (Geschworenengericht) sitting at the Linz Regional Court (Landesgericht) acquitted the applicant on both the charges brought against him. The jury dismissed the first charge by seven votes to one and the second charge unanimously.

The operative provisions and grounds of the judgment read as follows:

"Pursuant to Article 259 para. 3 of the Code of Criminal Procedure, Karl Leopold Sekanina is acquitted on the charges brought against him, namely:

(1) that he did on 4 July 1985 intentionally kill his wife, Maria Sekanina, by hitting her with a plastic bucket, as a result of which she fell out of the open window of a fifth floor flat and sustained fatal injuries on striking the ground from a height of approximately 16.5 metres; and

(2) that he did at the beginning of August 1985, by making a death threat, namely that 'he would catch his cell-mates outside and kill them' if they 'gave him away', force Egon Werger to remain silent about the statements made by Karl Sekanina in his detention cell concerning the course of events on 4 July 1985.

...

FOUNDATIONS

The acquittal is founded on the jury's verdict."

9. With regard to the first charge, the record (Niederschrift) of their deliberations stated as follows:

"There is no conclusive evidence on which to convict Mr Sekanina of murder. According to the medical report by Professor Kaiser, Mrs Sekanina could still have called her husband a murderer. The testimony of certain witnesses appears to us to be unreliable."

On the second charge, they noted that the three other fellow detainees of the persons in question had denied hearing serious death threats.

Consequently, the applicant was immediately released. The prosecution did not appeal against the acquittal.

C. The application for the reimbursement of costs and compensation for the detention

10. On the following day the applicant applied for a contribution from the State to the costs necessarily incurred in his defence, in accordance with Article 393a of the Code of Criminal Procedure (see paragraph 15 below), and for compensation for the pecuniary damage sustained on account of his being kept in detention.

On 4 November 1986 the public prosecutor's office expressed the opinion that the costs sought were excessive and also opposed the claim for compensation, on the ground that the conditions laid down by section 2 (1) (b) of the 1969 Law on Compensation in Criminal Cases (Strafrechtliches Entschädigungsgesetz - the "1969 Law" - see paragraph 16 below) were not satisfied.

11. The Linz Regional Court gave two separate decisions.

On 12 December 1986 it awarded Mr Sekanina 22,546.50 schillings in respect of his necessary defence costs. His appeal against the amount awarded was dismissed by the Linz Court of Appeal on 15 January 1987.

12. On 10 December, on the other hand, the Regional Court had refused to award the compensation sought. In its opinion,

"A claim to compensation under section 2(1)(b) of the [1969] Law... is conditional on the applicant's being cleared of the suspicion of which he was the object in the criminal proceedings. A person who has been detained is so cleared only if all the suspicious circumstances telling against him have been satisfactorily explained, so that they cease to constitute an argument for the suspect's guilt.

Regard having been had to the prosecution evidence considered as a whole, however, it was not possible to dispel all the suspicions concerning the commission of the offence. Serious grounds for suspecting Mr Sekanina still subsist, in particular his numerous and repeated threats, the acts of violence and aggressive behaviour which have come to light, his evident satisfaction at his wife's death, the description of events given to a cell-mate, the different versions of how the accident happened, the fact that he was under severe financial pressure, his unsuccessful efforts to obtain care and custody of his two children and the consequent build-up of aggressiveness, and his hopes of receiving payment under a life-insurance policy taken out on his wife. In addition, the jurors' voting shows that they decided to acquit him only by giving him the benefit of the doubt."

13. On 25 February 1987 the Linz Court of Appeal upheld this decision. It rejected the argument that section 2(1)(b) of the 1969 Law (see paragraph 16 below) was unconstitutional and in breach of Article 6 para. 2 (art. 6-2) of the Convention in that it required, in addition to an acquittal, the absence of all suspicion. The court held that the presumption of innocence had to be respected in the proceedings prior to the verdict, but did not confer on every detainee the right to compensation in the event of an acquittal. The impugned provision did not refer to guilt but to continuing suspicion. The finding by a court that suspicions subsisted did not conflict with the presumption of innocence. The Court of Appeal added:

"The appeal also fails on its merits. Contrary to what is argued by the appellant, it cannot be inferred merely from the voting of the jury... that such a clear verdict meant that suspicion had been removed. In order to establish whether or not such suspicion subsists, it might be more useful to refer to the record of the jury's deliberations. The content of this record... suggests rather that in the jury's opinion all suspicion had not been removed. However, as the court called upon to rule under the [1969] Law... is not bound, in its assessment of the position as regards suspicion, by the verdict (of acquittal) at the trial, not even the record of the jury's deliberations is of decisive importance.

It can hardly be denied that following the police inquiries and also after the judicial preliminary investigation there were strong grounds for suspecting the appellant. Indeed, the Linz Court of Appeal decided on 30 April 1986... that Sekanina could be kept in detention on remand for up to one year, thereby confirming the strength of the suspicion. In the appealed decision, the finding by the court below that suspicion subsisted was properly founded in particular on the numerous repeated threats made by Mr Sekanina, his acts of violence, his evident satisfaction at his wife's death, the description of the events given to a cell-mate, the different versions of how the accident happened, the severe financial pressure, his unsuccessful attempts to obtain care and custody of his two children, and his hopes of receiving payment under a life-insurance policy taken out on his wife. With respect to the different versions of the accident related by the appellant to third parties, the Court of Appeal refers in particular to the evidence given at the trial of 28 to 30 July 1986 by the witnesses Gundula Sekanina (pp. 45, 50 and 51 of the transcript of the trial) and Johanna and Kurt Schöllnberger (pp. 105, 106, 117 and 119 of the transcript). The appellant told his fellow employee Siegfried Wurzinger that he had been in another room at the time of the fall (Wurzinger, pp. 126, 127), whereas Brigitte Grasböck noticed during the fall that the claimant - wearing a light-coloured vest - was already at the window, the entire upper part of his body being visible. He had been holding a bucket out of the window with outstretched arms and pouring water; in addition when he came down to his wife he had, she thought, been wearing a blue vest (Grasböck, pp. 65 and 66 of the transcript). During his interrogation (which was taken down in writing) by the Linz Federal Police on 2 August 1985 (p. 214, volume 1), the appellant placed on record that shortly before the fall his wife had quarrelled with him. According to the evidence of the witness Egon Werger, the appellant had told him that 'during the quarrel he' - Sekanina - '[had run] towards his wife in a rage' (pp. 166 and 167 of the transcript). The appellant was described by several witnesses as quick-tempered and violent (pp. 44 and 82 of the transcript). He is said to have made death threats against his wife several times, the last occasion being about a week before her death (pp. 113 and 572 of volume 1, p. 216 of volume 2, and pp. 58, 75, 76, 102, 115, 142 and 143 of the transcript of the trial). Finally, it may also be noted that on 3 July 1985, the day before his wife's death, the appellant pressed his tailor for a dark jacket he had ordered in 1983, as he now needed it."

The Court of Appeal concluded:

"Having had regard to all these circumstances, the majority of which were not disproved at the trial, the jury took the view that the suspicion was not sufficient to reach a guilty verdict; there was, however, no question of that suspicion's being dispelled."

II. The applicable domestic law

A. Acquittal

14. Under Article 259 of the Code of Criminal Procedure,

"The accused shall be acquitted by judgment of the court:

1.... 2.... 3. where the court finds that the act giving rise to the prosecution is not an offence under the law or that the alleged offence was not made out or that it has not been established that the accused committed the act of which he is accused or that circumstances exist which deprive the act in question of its criminal character or that the continuation of the prosecution is ruled out on grounds other than those set out in paragraphs 1 and 2."

B. Reimbursement of costs

15. According to Article 393a of the same code:

"(1) Where the prosecution is not brought solely on the basis of a private action seeking conviction or a private action for damages (Article 48), if an accused is acquitted..., the federal authorities shall, on an application to this effect, make a contribution to the costs of the defence. The contribution shall cover the expenses necessarily and genuinely incurred by the accused and in addition, except in the case provided for in Article 41 para. 2, a flat-rate contribution to the costs of his defence lawyer...

(2)...

(3) A claim for compensation shall not be allowed where the accused has deliberately caused the suspicion which gave rise to the criminal proceedings or where the proceedings have come to an end solely because the accused carried out the act in question in a state in which he was not responsible for his actions or because the authorisation for the prosecution was withdrawn during the trial."

C. Compensation in respect of detention on remand

16. Entitlement to compensation for detention on remand during criminal proceedings in which the person concerned is acquitted is governed by section 2(1)(b) of the 1969 Law, which provides as follows:

"(1) A right to compensation arises:

(a)...

(b) where the injured party has been remanded in custody or placed in detention by a domestic court on suspicion of having committed an offence which is liable to criminal prosecution in Austria... and is subsequently acquitted of the alleged offence or otherwise freed from prosecution and the suspicion that he committed the offence is dispelled or prosecution is excluded on other grounds, in so far as these grounds existed when he was arrested;

..."

PROCEEDINGS BEFORE THE COMMISSION

17. Mr Sekanina applied to the Commission on 21 April 1987. He alleged that there had been a violation of the principle of presumption of innocence guaranteed by Article 6 para. 2 (art. 6-2). When dismissing his claim for compensation for wrongful detention, the Austrian courts had considered that, despite his acquittal, he was still the object of suspicion.

18. On 3 September 1991 the Commission declared the application (no. 13126/87) admissible. In its report of 20 May 1992 (made under Article 31) (art. 31), it expressed the opinion that there had been a violation of Article 6 para. 2 (art. 6-2) (by eighteen votes to one). The full text of the Commission's opinion and of the dissenting opinion contained in the report is reproduced as an annex to this judgment*.

* Note by the Registrar: for practical reasons this annex will appear only with the printed version of the judgment (volume 266-A of Series A of the Publications of the Court), but a copy of the Commission's report is available from the registry.

AS TO THE LAW

I. ALLEGED VIOLATION OF ARTICLE 6 PARA. 2 (art. 6-2)

19. According to the applicant, by refusing to award compensation in respect of his detention on remand, the Austrian courts had disregarded the presumption of innocence laid down in Article 6 para. 2 (art. 6-2), which is worded as follows:

"Everyone charged with a criminal offence shall be presumed innocent until proved guilty according to law."

The Government contested this view; the Commission accepted it.

A. Applicability of Article 6 para. 2 (art. 6-2)

20. The Government argued primarily that the above-mentioned provision was not applicable. The applicant's claim for compensation had been made after the criminal proceedings had been definitively concluded by a judgment on the merits; this had not been the situation in the cases which had previously come before the Court on this issue. Mr Sekanina had been acquitted and had no longer had the status of a person "charged with a criminal offence" within the meaning of Article 6 para. 2 (art. 6-2). In addition, the decision relating to the claim in question had not constituted a consequence or a necessary concomitant of the acquittal because it had been taken in separate proceedings, instituted before a different authority, namely the Linz Regional Court.

21. The Commission, on the other hand, referring to its opinion in a previous case (decision of 6 October 1982, application no. 9295/81, X v. Austria, Decisions and Reports 30, p. 227), considered that the presumption of innocence was obligatory not only for criminal courts ruling on the merits of a charge, but also for other authorities.

22. The Court's task is not to express a view on such a general issue; it is confined to determining whether the approach followed in the applicant's case affected the right which Article 6 para. 2 (art. 6-2) guaranteed to him.

Admittedly the Linz Regional Court gave its decision rejecting the claim on 10 December 1986, several months after the judgment acquitting the applicant on 30 July 1986 (see paragraphs 8 and 12 above). In the Court's opinion, Austrian legislation and practice nevertheless link the two questions - the criminal responsibility of the accused and the right to compensation - to such a degree that

the decision on the latter issue can be regarded as a consequence and, to some extent, the concomitant of the decision on the former (see, *mutatis mutandis*, the Englert v. Germany judgment of 25 August 1987, Series A no. 123-B, p. 54, para. 35). Moreover, as is the case under the legislation of several other European countries in which a right to compensation in respect of detention on remand is recognised in the event of acquittal, the criminal court which tries the case on its merits, in this instance the Linz Landesgericht, albeit composed differently, in principle has jurisdiction in the matter (see paragraphs 8, 11 and 12 above).

Finally, the Austrian courts relied heavily on the evidence from the Assize Court's case file in order to justify their decision rejecting the applicant's claims (see paragraphs 12-13 above), thus demonstrating that, in their opinion, there was indeed a link between the two sets of proceedings.

The applicant can therefore invoke Article 6 para. 2 (art. 6-2) in relation to the impugned decisions.

B. Compliance with Article 6 para. 2 (art. 6-2)

23. Mr Sekanina complained that the Austrian courts had dismissed his claim for compensation on the ground that his acquittal had not dispelled the suspicion of which he had been the object.

24. The Government prayed in aid the Court's case-law in this area (see in particular the following judgments: *Adolf v. Austria*, 26 March 1982, Series A no. 49, *Minelli v. Switzerland*, 25 March 1983, Series A no. 62, and *Lutz, Englert and Nölkenbockhoff v. Germany*, 25 August 1987, Series A no. 123). In their contention, these cases showed that statements are consistent with the presumption of innocence if they refer to the continued existence of suspicion, but not if they reflect the opinion that the person concerned is guilty. The grounds for the contested decisions were, in the Government's view, to be classified in the first category rather than the second.

25. The Court stresses in the first place, like the Commission and the Government, that Article 6 para. 2 (art. 6-2) does not guarantee a person "charged with a criminal offence" a right to compensation for detention on remand imposed in conformity with the requirements of Article 5 (art. 5) (see the Englert judgment, cited above, Series A no. 123-B, p. 54, para. 36) and that the applicant did not dispute the lawfulness of his detention.

It observes that there remains great diversity between the laws in European countries providing for compensation in the event of the acquittal of a person held on remand. In the majority of them the award of any compensation is made conditional on the claimant's conduct prior to or during the trial or is left to the discretion of the courts.

In addition, despite certain similarities, the situation in the present case is not comparable to that governed by Article 3 of Protocol No. 7 (P7-3), which applies solely to a person who has suffered punishment as a result of a conviction stemming from a miscarriage of justice.

26. It is true that according to the *Lutz, Englert and Nölkenbockhoff v. Germany* judgments, cited by the Government (see paragraph 24 above), "a decision whereby compensation for detention on remand... [is] refused following termination of the proceedings may raise an issue under Article 6 para. 2 (art. 6-2) if supporting reasoning which cannot be dissociated from the operative provisions... amounts in substance to a determination of the accused's guilt without his having previously been proved guilty according to law..." (see the above-mentioned Englert and Nölkenbockhoff judgments, pp. 54-55, para. 37, and p. 79, para. 37, and also the Lutz judgment, cited above, p. 25, para. 60). Mr Sekanina complained, *inter alia*, of the reasons given in the contested decisions.

27. Nevertheless, the Court is here confronted with a different situation from those which it has previously encountered.

In the first place the Lutz case did not concern the possible award of compensation for detention on remand. Only the Englert and Nölkenbockhoff cases dealt with this issue.

Mr Englert had been sentenced at first instance to fifteen months' imprisonment for extortion with menaces, but the Federal Court of Justice set the judgment aside and remitted the case to the Regional Court for retrial. The latter court discontinued the proceedings on the ground that the sentence that Mr Englert could expect was negligible in comparison with one he was serving at the time in respect of another conviction. It ordered that he should bear his own necessary costs and expenses and refused to award him compensation for the detention on remand (which had lasted nineteen months and two weeks), because the circumstances rebutting the presumption of innocence were so overwhelming that a conviction was clearly more likely than an acquittal (see the above-mentioned Englert judgment, pp. 44-47, paras. 11, 13-14 and 17).

Mr Nölkenbockhoff had been sentenced at first instance to eight years' imprisonment for breach of trust, criminal bankruptcy and fraud, but he died while his appeal on points of law was still pending before the Federal Court of Justice. His widow sought an order that the Treasury should bear the necessary costs and expenses and claimed compensation for her husband's detention on remand (for over three years), but the Essen Regional Court found against her. It considered that it had been bound to reach such a decision when, "were it not for this technical bar [on account of the accused's death], the defendant would almost certainly have been convicted or his conviction almost certainly have been upheld" (see the Nölkenbockhoff judgment cited above, pp. 69-70, paras. 14-15 and 17).

While the Court considered that the terms used by the German courts had been ambiguous and unsatisfactory, it took the view that their decisions described "a state of suspicion" and did not amount to a finding of guilt (see the Englert and Nölkenbockhoff judgments cited above, p. 55, para. 39, and pp. 80-81, para. 39).

28. It may be seen from the foregoing that in the Englert and Nölkenbockhoff cases the proceedings had been terminated before any final decision on the merits. The applicants in those cases had been convicted at first instance and had then appealed from the judgments of the relevant courts, but their appeals were still under review when the proceedings were discontinued.

That is not the position in this case. The Assize Court sitting at the Linz Regional Court acquitted Mr Sekanina on 30 July 1986 by a judgment which became final (see paragraphs 8-9 above).

29. Notwithstanding this decision, on 10 December 1986 the Linz Regional Court rejected the applicant's claim for compensation, pursuant to section 2(1)(b) of the 1969 Law (see paragraphs 12 and 16 above). In its view, there remained strong indications of Mr Sekanina's guilt capable of substantiating the suspicions concerning him; it listed them relying on the Assize Court file. The evidence in question could, in its opinion, still constitute an argument for the applicant's guilt. The court inferred from the record of the jury's deliberations that in acquitting the applicant they had given him the benefit of the doubt (see paragraph 12 above).

The Linz Court of Appeal went further in the grounds of its decision of 25 February 1987. It considered that section 2(1)(b) of the 1969 Law, according to which compensation is confined to persons that have been not only acquitted but also cleared of all suspicion, was in conformity with the Austrian Constitution and Article 6 para. 2 (art. 6-2) of the Convention. In this respect it did not regard itself as bound by the Assize Court's acquittal. On the other hand, it referred to its own decision of 30 April 1986 authorising detention on remand for a year (see paragraph 7 above); it saw this as confirmation of the gravity of the suspicions concerning the applicant. After having drawn up a comprehensive list of items of evidence against Mr Sekanina, in its view not refuted during the trial, and after having carefully examined the statements of various witnesses, it concluded: "The jury took the view that the suspicion was not sufficient to reach a guilty verdict; there was, however, no question of that suspicion's being dispelled" (see paragraph 13 above).

30. Such affirmations - not corroborated by the judgment acquitting the applicant or by the record of the jury's deliberations - left open a doubt both as to the applicant's innocence and as to the correctness of the Assize Court's verdict. Despite the fact that there had been a final decision acquitting Mr Sekanina, the courts which had to rule on the claim for compensation undertook an assessment of the applicant's guilt on the basis of the contents of the Assize Court file. The voicing of suspicions regarding an accused's innocence is conceivable as long as the conclusion of criminal proceedings has not resulted in a decision on the merits of the accusation. However, it is no longer admissible to rely on such suspicions once an acquittal has become final. Consequently, the reasoning of the Linz Regional Court and the Linz Court of Appeal is incompatible with the presumption of innocence.

31. Accordingly, there has been a violation of Article 6 para. 2 (art. 6-2).

II. APPLICATION OF ARTICLE 50 (art. 50)

32. Under Article 50 (art. 50),

"If the Court finds that a decision or a measure taken by a legal authority or any other authority of a High Contracting Party is completely or partially in conflict with the obligations arising from the... Convention, and if the internal law of the said Party allows only partial reparation to be made for the consequences of this decision or measure, the decision of the Court shall, if necessary, afford just satisfaction to the injured party."

A. Damage

33. Mr Sekanina claimed in the first place 663,102.35 schillings for loss of earnings, 189,457.80 schillings for the loss of a redundancy payment and 82,887 schillings for the reduction in his pension rights, all these different heads of damage deriving from his detention. At the hearing of 24 February 1993 his lawyer also referred to the loss of other opportunities, which were said to have resulted from the violation of Article 6 para. 2 (art. 6-2).

34. The Government denied that the applicant had any right to compensation in respect of the detention on remand because no such obligation could be inferred from the case-law of the Convention institutions (see paragraph 25 above). In any event, the applicant had not produced any evidence in support of his claim.

35. The violation found by the Court does not concern the lawfulness of the detention on remand; there is therefore no direct causal connection between it and the damage alleged, so that the applicant's claims must be dismissed.

B. Costs and expenses

36. The applicant sought a total of 121,908.80 schillings in respect of his costs and expenses before the Austrian courts and the Convention institutions.

The Government contested certain items concerning the domestic proceedings and criticised the scales applied to the European proceedings.

37. Making an assessment on an equitable basis, the Court awards the applicant 110,000 schillings.

FOR THESE REASONS, THE COURT UNANIMOUSLY

1. Holds that Article 6 para. 2 (art. 6-2) is applicable in this case and that there has been a violation of that provision;
2. Holds that the respondent State is to pay to the applicant, within three months, 110,000 (one hundred and ten thousand) schillings for costs and expenses;
3. Dismisses the remainder of the claim for just satisfaction.

Done in English and in French, and delivered at a public hearing in the Human Rights Building, Strasbourg, on 25 August 1993.

Signed: Rolv RYSSDAL President

Signed: Marc-André EISSEN Registrar

In accordance with Article 51 para. 2 (art. 51-2) of the Convention and Rule 53 para. 2 of the Rules of Court, the concurring opinion of Mr Matscher is annexed to this judgment.

Initialled: R. R.

Initialled: M.-A. E.

CONCURRING OPINION OF JUDGE MATSCHER

(Translation)

I agree with the outcome - a finding that the contested decisions of the Linz Regional Court and Appeal Court disregarded the presumption of innocence.

Nevertheless I should like to stress that the conditions for a verdict of acquittal and the conditions which must be satisfied for the grant of compensation within the meaning of section 2(1)(b) of the 1969 Law are not identical. In particular, an acquittal may cover a wide variety of situations. For example, the deed in question may not constitute a criminal offence under the criminal law, or the accused may have committed an act which was in itself punishable but while he was in a state in which he was not responsible for his actions, or the court may be convinced of the accused's innocence, or again there may be insufficient evidence to convict (see Article 259 para. 3 of the Code of Criminal Procedure).

In the present case it is clear that the acquittal was based on the last of the above-mentioned possibilities. Accordingly, it would seem to me to be difficult to affirm (see paragraph 30 of the judgment) that the finding in a subsequent decision relating to a compensation procedure that suspicion subsists leaves open a doubt as to the correctness of the Assize Court's decision.

I have nevertheless reached the conclusion that there was a violation of the Convention and this is on account of some of the reasons given in the contested decisions, which went beyond what is required under section 2(1)(b) of the 1969 Law as grounds for rejecting a claim for compensation. I do, however, accept that - given the wording of the provision in question - the statement of such grounds compels the court to engage in a balancing act between a lack of adequate reasons and the risk of offending against the presumption of innocence.

It would therefore be desirable to amend the text of section 2(1)(b) of the 1969 Law.